

Pour la défense de l'emploi industriel dans le département et à Arles
Pour la défense des libertés syndicales
et des locaux de la CGT à la Bourse du Travail d'Arles



Le 23 mai - MANIFESTATION DEPARTEMENTALE à Arles Rendez-vous à 10h30 à l'Union Locale – Bourse du Travail

L'Union Locale des Syndicats CGT d'Arles, l'Union Départementale CGT 13, le Comité Régional CGT PACA et la Confédération Générale du Travail appellent à faire du 23 mai prochain un temps fort départemental de lutte et de mobilisation liant « défense de l'emploi industriel-défense de nos locaux et des libertés syndicales ».

- Que ce soit le Maire d'Arles qui continue d'œuvrer à chasser la CGT de ses locaux historiques à la Bourse du Travail pour y installer l'Office du Tourisme, un projet qui vient comme un nouvel exemple de la politique d'austérité immobilière de la municipalité DE CAROLIS en matière, entre autres, du patrimoine vendu au privé (Lycée Mistral, ancienne école Léon Blum...) jetant dehors les associations ou organisations syndicales qui y avaient leurs locaux sans que, pour certaines, aucune solution de relogement ne leur soit proposée. Comme il fait le choix aussi de priver les arlésiens, entre autres, d'un lieu où ils se présentent quotidiennement pour défendre leurs droits et de l'outil qu'est l'Union Locale CGT d'Arles, indissociable de la Bourse du Travail. Comme il fait le choix encore de s'opposer au développement de l'emploi sur la zone industrielle et portuaire de Fos, entravant ainsi l'activité actuelle et les projets à venir,
- Que ce soit les patrons et actionnaires d'ici ou d'ailleurs qui continuent de se remplir les poches au détriment de l'emploi, des conditions de travail et de salaire toujours plus dures : 97 milliards de dividendes versés aux actionnaires en 2023 !
- Que ce soit le gouvernement qui impose 10 milliards d'économies sur les politiques sociales et les services publics, prévoit 25 milliards de plus pour 2025, ponctionne de 3 milliards le budget de l'Etat pour les consacrer à la guerre en Ukraine, casse l'Assurance Chômage et notre système de Retraite et, dans le même temps, dilapide 175 milliards d'argent public, sous forme d'exonération de cotisations sociales et autres cadeaux octroyés aux entreprises,

TOUS SONT RESPONSABLES

DU DEPEÇAGE DE NOS INDUSTRIES, DU SACCAGE DE NOS SERVICES PUBLICS, DE LA DEGRADATION DE NOS EMPLOIS, DE NOS QUALIFICATIONS, DE NOTRE SANTE AU TRAVAIL, DE NOS SALAIRES, DE NOS PENSIONS DE RETRAITE ET DES ALLOCATIONS CHOMAGE : de nombreuses filières industrielles sont sacrifiées avec la disparition à court et moyen terme de dizaines de milliers d'emplois. Si la réindustrialisation est une urgence, cela ne peut se faire ni sous la contrainte de la financiarisation, ni au détriment de l'environnement, ni au détriment de la réponse aux besoins de la population notamment en matière de Santé, d'Education, Autonomie, Petite Enfance...

TOUS SONT RESPONSABLES

DES ATTEINTES GRAVES AUX LIBERTES INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES, DONT LES LIBERTES SYNDICALES, DE LA MONTEE DE L'EXTREME DROITE, DE SES IDEES NAUSEABONDES, PIRE POISON DES TRAVAILLEURS, EN FRANCE ET DANS LE MONDE : à coups de poursuites judiciaires, de convocations de grévistes, d'entraves ou d'interdictions à manifester, de violences policières, de licenciements de syndicalistes, la neutralisation de la contestation aujourd'hui prend des formes de plus en plus brutales. Il s'agit de détruire le collectif syndical en s'attaquant à chaque militant, en pesant sur sa légitimité à défendre les intérêts globaux des travailleurs. Il s'agit aussi d'invisibiliser la CGT, de la chasser de ses locaux, à Arles et dans d'autres départements, d'entraver son activité en direction des salariés, retraités et privés d'emploi, sa mission d'intérêt général.

**Le 23 mai à Arles, disons haut et fort au Maire d'Arles, au patronat et au gouvernement,
que toute la CGT, avec les salariés, retraités et privés d'emploi,
COMPTENT BIEN CONTINUER DE SE MELER DE CE QUI LES REGARDE.**